

FUMEURS ATTENTION

Sur le front de la lutte anti-tabac...

On nous a appris tout récemment que de zélés fonctionnaires du Ministère des affaires sociales (responsable de l'application de la loi anti-tabac) avaient le Collège Ahuntsic dans leur mire. En effet, il semble que nous soyons l'un des seuls collèges à ne pas avoir émis de contraventions aux délinquants qui oseraient fumer **à moins de neuf (9) mètres des portes du Collège**.

Ces fonctionnaires ont donc prévenu le Collège qu'ils enverraient leurs propres inspecteurs pour surprendre sournoisement nos contrevenants et appliquertoute la rigueur de la loi. Il faut aussi savoir que lorsqu'un délinquant fumant est ainsi interpellé par un inspecteur du Ministère, de lourdes amendes au Collège s'ajoutent à celle imposée à l'étudiant ou au membre du personnel dont le besoin de nicotine n'a pu attendre d'avoir fait les quelques pas réglementaires.

À bon entendeur, salut!



... SOMMAIRE ...

- Se souvenir d'un grand syndicaliste : ÉMILE BOUDREAU 2
- Le Copernic de l'éducation, avait écrit Michelet 3
- Parlons propagande, en effet 5
- En réponse à une lecture bâclée 5
- Parlons propagande Annexe I
- Un devoir bâclé Annexe II

Se souvenir d'un grand syndicaliste : ÉMILE BOUDREAU

À l'âge de 90 ans, est décédé Émile Boudreau, un ardent combattant pour les droits des travailleurs et pour une société québécoise juste et équitable. Si je n'avais pas eu la chance de le rencontrer personnellement dans des circonstances inédites, je n'aurais pas pu mesurer vraiment la taille du bonhomme.

En effet, j'aurais seulement lu ses lettres dans les différents quotidiens, et je me serais figuré un lecteur contestataire ou encore un justicier social, plus ou moins porte-parole de l'ensemble du monde des travailleurs, du moins des travailleurs de la FTQ. J'aurais imaginé une personne parlant fort et qui croyait avoir toujours raison. J'aurais cru qu'Émile Boudreau était un « gueulard ». J'aurais cru que les syndicalistes en général sont des trouble-fête et qu'il faut les endurer pour un peu plus de justice sociale. C'était bien mal me préparer à la rencontre avec cet homme remarquable.

J'ai déménagé dans le quartier Ahuntsic en l'an 2000. Comme ma fille la plus jeune allait fréquenter l'école primaire du Christ-Roi, j'ai opté de fréquenter la paroisse du même nom. Dès les premiers dimanches, je remarquais un très beau vieux monsieur. Je l'ai interpellé en lui demandant s'il était une vedette car son allure et son visage m'étaient familiers. Peut-être fut-il flatté, mais il se contenta de me répondre qu'il avait déjà fait deux ou trois choses qui méritaient l'attention et qu'il avait œuvré à la FTQ. Nos rencontres dominicales se terminaient par une brève salutation. Je n'ai jamais conversé longuement avec Émile Boudreau. Une fois, il me demanda si j'étais intéressée à lire sa biographie. La semaine suivante, il m'en apporta un exemplaire autographié à mon endroit : une dédicace très personnalisée à une inconnue dont il soupçonnait le fond du cœur. Un homme d'intuition. J'en fus très touchée et je m'empressai de lire le parcours de vie de ce bûcheron, colon et mineur qui a contribué à notre histoire du Québec. J'ai découvert un homme simple qui adorait écrire à la machine dès lors qu'il a pu accéder à une formation pour adulte complémentaire de ses rudiments de formation scolaire. J'ai découvert un homme qui aimait beaucoup son épouse et ses enfants : son voyage de noces à Québec et sa longue vie

d'absences à la famille à cause de ses engagements syndicaux dans les régions éloignées et défavorisées du Québec. J'ai découvert un homme qui a combattu toute sa vie la bêtise humaine qu'elle soit le fait d'un patron, d'un Anglais ou d'un curé. Car l'injustice et la domination des uns sur les autres est le plus souvent le fruit de l'orgueil et de la vanité humaine. Émile Boudreau s'est vu investi de la mission de dénoncer ces profiteurs et dictateurs de tout acabit.

Le dimanche suivant, je fis part à Émile Boudreau de mon enthousiasme pour cette biographie et lui demandai quelle était son humeur du moment, quel était son bilan du syndicalisme québécois aujourd'hui. Il m'a dit qu'il était très fier des deux édifices de la FTQ et du Fonds de solidarité. Il m'a dit « ça prend de l'argent et ça prend de l'organisation pour changer le monde. » Un homme les deux pieds sur terre et capable de mesurer les progrès accomplis tout en se montrant très critique du présent, des supposées ententes public/privé, parti politique/organisations syndicales, indépendantistes et fédéralistes de toutes sortes. Dans une église, il m'a même exprimé qu'il était déçu de l'évolution de l'Église catholique québécoise, trop soumise à son goût à certaines tendances conservatrices en réaction à la désertion dominicale. Émile Boudreau était un homme de participation. « Si tu veux qu'une organisation change, implique-toi ». On peut dire qu'il était un grand démocrate. Il m'a suggéré de me présenter à l'élection des marguilliers pour une amélioration de la vie paroissiale. Il a longtemps occupé cette responsabilité lui-même. Il a écrit une lettre de protestation au curé lorsqu'une décision prise lui semblait inopportune avec copie conforme au diocèse. J'ai vu de près un organisateur syndical en action même à 85 ans ! Quelle personnalité et quel bagou !

À ses funérailles, les témoignages de ses enfants et de ses compagnons d'armes ont complété le portrait d'Émile Boudreau. Je m'estime privilégiée de l'avoir rencontré car le souvenir de cet homme donne une orientation particulière à mon mûrissement professionnel et il me fait entrevoir la vieillesse sous un jour combatif qui me plaît beaucoup.

Merci monsieur Boudreau

Paule Mauffette, *professeure d'histoire*

Comenius contre la réforme

Le Copernic de l'éducation, avait écrit Michelet

Régine Pierre, Professeure titulaire à l'Université de Montréal

Parce que nous sommes tous concernés par la réforme en cours présentement au primaire et au secondaire, nous reproduisons ici un article paru dans le quotidien Le Devoir, édition du samedi 23 et du dimanche 24 septembre 2006.

Accuser ceux qui s'opposent à la réforme de résister au changement est un argument de faiblesse qui témoigne de l'incapacité de ses concepteurs de démontrer que leur approche est innovatrice et porteuse de changement. Rien ne sert de se tourner vers le passé, avait écrit l'un d'eux; l'important, c'est l'avenir.

L'influence de Comenius sur l'éducation a été telle que le célèbre historien français Michelet l'a désigné comme le Copernic de l'éducation. Dans la préface du livre que lui a consacré l'UNESCO en 1957, au moment de sa création, Piaget écrivait : «Il n'y a pas besoin d'adapter Comenius, il suffit de le traduire.» Celui qui a inspiré la réforme 2000 avait reconnu dans la pensée de Comenius (1572-1690) les germes du constructivisme sur lequel il fondera sa théorie du développement.

À une époque où les enfants étaient encore peu considérés et où l'école était encore trop souvent un lieu de dressage plutôt que d'éducation, Comenius avait déjà tracé la voie. Pour lui, l'éducation devait procéder par paliers successifs qui devaient respecter les niveaux de développement par lesquels tous les enfants passaient.

À cette époque où la méthode d'enseignement dominante était encore la méthode scolastique, fondée sur l'étude commentée des textes classiques et la transmission verbale des connaissances, Comenius avait aussi compris, bien avant Piaget, que l'apprentissage passe par l'observation, l'expérience et la réflexion personnelle. Il s'inspirait en cela d'Aristote mais surtout du philosophe anglais Bacon, un des pères de la première révolution scientifique. Contrairement à Piaget, par ailleurs, Comenius était conscient des dangers que représentait l'application directe des idées théoriques en pratiques pédagogiques.

Entre constructivisme et humanisme

Les circonstances de la vie l'ayant amené à enseigner à de jeunes enfants, ce philosophe est un des rares dans l'histoire de l'éducation, y compris dans l'histoire récente, à avoir été en même temps un théoricien et un acteur de l'éducation, ce qui lui vaudra le titre de père de la didactique. Toute sa démarche intellectuelle tendra vers un objectif prioritaire : comment réformer l'éducation pour réformer l'homme ?

À l'instar de Platon, d'Aristote et des grands penseurs humanistes, Comenius croit que la capacité d'être éduqué est une des caractéristiques qui distinguent l'être humain des animaux. Contrairement à la perspective adoptée par la réforme 2000, le but de l'éducation, pour ce grand humaniste, n'est pas seulement de préparer l'homme à être utile à la société.

Il consiste d'abord à former l'enfant, au sens platonicien du terme «forme», c'est-à-dire permettre que chaque enfant développe ce qui constitue l'essence de tout être humain : la capacité de penser par soi-même, qui lui assure sa liberté, la capacité d'apprendre par soi-même, qui lui permet de continuer à se développer tout au long de sa vie, et la capacité de juger par soi-même de la moralité de ses actes quelle que soit la religion à laquelle il adhère.

Dans cette perspective, la fonction première de l'école est d'instruire l'enfant, c'est-à-dire de lui transmettre les connaissances qui ont été construites par les générations qui l'ont précédé et sur la base desquelles les connaissances continueront d'évoluer. Comenius avait déjà compris un des principes qui seront validés par la psychologie cognitive moderne, qu'on a ignorée dans la réforme, à savoir que toute

→

→ → Suite de la page 3

connaissance nouvelle se construit sur les connaissances antérieures.

Ainsi, plus on possède de connaissances, plus on comprend le monde qui nous entoure et plus on est capable de construire de nouvelles connaissances par soi-même. Cela implique que l'introduction et l'organisation des connaissances ne peuvent être dictées uniquement par les intérêts des enfants ou les circonstances d'enseignement, comme le suppose le cursus, mais qu'elles sont régies par des règles épistémologiques liées à la nature des connaissances et des règles psychologiques liées au développement de l'enfant. Ce sont là des principes didactiques incontournables sans lesquels aucune méthode d'enseignement ne peut prétendre à une quelconque validité scientifique. Cela aussi, Comenius l'avait déjà compris.

La croyance la plus pernicieuse qu'on cultive dans les facultés des sciences de l'éducation depuis 30 ans est que les méthodes n'ont pas d'importance; elles seraient même inutiles. C'est ignorer non seulement l'oeuvre majeure de Comenius mais l'histoire de la didactique, de la pensée humaine et du rôle déterminant que l'école a joué dans son développement.

Si les Occidentaux confondent rationalité et intelligence, c'est parce que, pendant des siècles, les méthodes d'enseignement n'ont été que des applications des modèles philosophiques rationnels. Et si, dans la culture francophone, être cartésien est devenu synonyme d'être rationnel, c'est parce qu'à partir du XVII^e siècle, c'est à Descartes qu'on a emprunté les principes méthodologiques qui ont façonné l'école francophone. Descartes était contemporain de Comenius; leurs chemins se sont même croisés à deux reprises. L'influence que Descartes a exercée sur les écoles francophones catholiques, Comenius l'a exercée dans les pays d'allégeance protestante.

Le pouvoir de la langue

La centration sur le constructivisme piagétien dictée par la priorité accordée à la formation scientifique qui fonde la réforme 2000 a relégué au second plan tout ce qui concerne

la langue, son évolution, son apprentissage et son influence sur le développement social, politique, économique et même scientifique.

Au contraire de Descartes, pour qui la pensée se confondait avec le raisonnement mathématique, Comenius avait compris l'importance de la langue dans la construction de la pensée. Il avait également compris cet autre principe que validera la psychologie cognitive moderne. Si l'apprentissage passe par l'expérience, l'expérience n'est pas première; contrairement à ce que supposait Piaget, la langue et la pensée sont intimement liées dès la conception de l'enfant. Un des apports fondamentaux de Comenius a été de défendre la nécessité de l'enseignement dans la langue maternelle à une époque où le latin était encore considéré comme la langue d'enseignement par excellence.

Ce n'est que cent ans plus tard que Jean-Baptiste de La Salle convaincra les pédagogues français de la justesse de ce principe. Comenius avait pressenti le pouvoir de la langue de transporter l'enfant au-delà des limites de l'expérience immédiate. Il avait compris que ce pouvoir s'était accru avec le développement de l'écriture et qu'il allait encore s'accroître avec l'invention de l'imprimerie.

Parmi toutes les innovations qu'il a introduites, il a aussi été le premier à intégrer cette nouvelle technologie pour développer ce qui deviendra le premier abécédaire illustré : l'Orbis pictus. Par cet outil didactique, il allait transformer les méthodes d'enseignement. L'introduction de l'illustration dans les manuels scolaires allait enfin permettre de dépasser un des principaux obstacles des premiers apprentissages : le lien entre les mots et l'oral, leur signification et leur représentation à l'écrit.

Dorénavant, il ne serait plus nécessaire que l'objet soit présent et que l'enfant ait à le manipuler pour y faire référence. Grâce à l'image, dès ses débuts, l'apprentissage ne serait plus limité par l'environnement immédiat, comme le suppose la théorie piagétienne. Il ne serait même plus limité par la langue. L'image allait ouvrir l'apprentissage de la lecture à la majorité des enfants qui ne maîtrisaient pas la langue d'enseignement. Mais contrairement à une de ces

→ → Suite de la page 4

croyances qu'on cultive dans les méthodes actuelles, Comenius était conscient des limites de l'image.

Les images n'ont pas seulement des limites, elles ont aussi des effets pernicious que n'ont pas pressentis les concepteurs de la réforme. Leur pouvoir jumelé à celui de la langue allait croître de façon exponentielle avec le développement des technologies de communication au début du XX^e siècle puis des technologies informatiques au milieu du XX^e siècle. Il culmine aujourd'hui avec leur intégration.

Les technologies de communication ne sont pas que des supports physiques de la parole et de l'image; elles les transforment. Intériorisées, la parole et l'image transforment à leur tour notre façon de pensée. Or les recherches récentes en neuropsychologie et en génétique montrent que ces transformations ne sont pas que symboliques. Elles s'inscrivent dans notre cerveau et même dans nos gènes. Le cerveau des enfants d'aujourd'hui n'est pas le même que le nôtre, et ceux-ci évoluent dans un monde radicalement différent de celui dans lequel nous avons grandi, un monde où les connaissances, la parole et l'image occupent une place centrale et où le réel se confond souvent avec le virtuel.

L'héritage de Comenius

L'influence de Comenius déborde l'éducation et son époque. Par la publication du livre dont Piaget a signé la préface, l'UNESCO en faisait un de ses grands inspirateurs dans sa lutte pour l'avancement de l'éducation, de la paix et de la démocratie. La résurgence des guerres de religion et des intégrismes de toute nature, y compris des intégrismes pédagogiques, donne à sa pensée une actualité nouvelle.

La pensée de Comenius avait été forgée dans le contexte d'une vie bouleversée par les guerres de religion qui divisaient l'Europe depuis l'avènement du protestantisme. Né en Tchécoslovaquie, il était de confession protestante. La conquête et l'imposition du catholicisme allaient lui faire perdre toute sa famille et le condamner à l'exil. Les pays qui avaient adhéré à la nouvelle religion, dont l'Allemagne,

l'Angleterre, la Suède et la Hollande, allaient tour à tour l'accueillir et profiter de ses idées avant-gardistes. Dès cette époque, ces pays prirent de l'avance en matière d'éducation, une avance que traduisent encore les grandes études internationales qui classent les pays selon leur niveau de «littératie».

Au-delà des innovations nombreuses dont nous lui sommes redevables, un des héritages de Comenius est qu'à travers tout ce qu'il a fait et écrit, il a jeté les bases d'une science de l'enseignement : la didactique. La réforme 2000 a réduit la didactique à peau de chagrin et, avec elle, 40 années de recherche, de développement et de formation des enseignants à l'époque où le Québec a connu sa plus forte croissance en matière d'éducation.

Avant le rapport Parent, écrivait le sociologue Dansereau, l'éducation au Québec n'était pas plus avancée qu'elle l'était en Europe à la fin du XIX^e siècle. Quarante ans plus tard, le Québec a pris sa place parmi les pays qui ont les plus hauts taux d'éducation. Le rapport Parent avait dicté les grandes réformes structurelles, mais c'est la réforme de 1979 qui opérera le grand virage pédagogique qui a donné à l'école québécoise son élan vers le sommet des palmarès internationaux. Cette réforme devait beaucoup à Comenius. Ses concepteurs, dont nous étions, avaient puisé ses fondements dans l'héritage qu'il avait laissé à l'Angleterre.

Cet héritage, on le retrouvait dans la philosophie pragmatique de Searle et d'Austin, la linguistique fonctionnelle de Halliday, les premiers travaux de psycholinguistique de Bernstein et le rapport Bullock qui annonçait les grandes réformes de l'éducation lancées à la fin des années 70 dans tous les pays développés.

Certes, ces réformes ont vieilli, mais certains de leurs fondements restaient solides. Surtout, les recherches qu'elles avaient générées et les expertises qu'elles avaient contribué à développer permettaient de cibler les correctifs à apporter et les adaptations requises pour s'ajuster aux nouveaux besoins d'éducation. Rien ne permettait de justifier les bouleversements engendrés par la réforme 2000.

Parlons propagande, en effet!

Louis Gill, économiste et auteur de *Rembourser la dette publique : la pire des hypothèses* publié par la Chaire d'études socio-économiques de l'UQAM, 2006

Réponse à Madame Nathalie Elgrably à l'éditorial « Parlons propagande » paru dans le *Journal de Montréal* du jeudi 9 novembre 2006 (annexe I).

Il y a des gens pour qui tout est prétexte à dénigrer le Québec, même ses réussites. Et si certains croient encore que le *Quebec bashing* est du ressort exclusif du «ROC», l'Institut économique de Montréal est là pour démontrer le contraire. On le constate une fois de plus dans l'article de Nathalie Elgrably intitulé « Parlons propagande » publié le 9 novembre dernier (annexe I), où elle déverse son fiel sur le mouvement syndical.

S'il est vrai que la récente supériorité du Québec en matière de croissance du PIB réel au Canada ne saurait permettre de conclure à une tendance ferme à cet égard, le réflexe de toute personne normalement constituée est d'apprécier ce qu'il y a de positif dans cette amélioration certaine et de s'en réjouir. Nathalie Elgrably préfère, elle, multiplier les images d'un Québec « en proie à des ratés flagrants », qui serait irrémédiablement condamné à rester dans le fond de la cale. Et pour le faire, elle n'hésite pas à effectuer les glissements nécessaires pour dresser son portrait catastrophiste. Il en est ainsi de ses propos sur la dette publique, sujet délicat s'il en est un, compte tenu de sa complexité.

La dette totale du gouvernement du Québec a deux composantes : la dette directe, qui est une dette réelle constituée de titres émis sur le marché, et les engagements du gouvernement envers les régimes de retraite des employés du secteur public, qui consistent en une simple écriture comptable. Le rapport de la dette directe au PIB était de 30 %

le 31 mars 2006, nettement inférieur à celui de la France, par exemple, qui était de 50%. Nathalie Elgrably écarte purement et simplement ce rapport de 30% sans le comparer avec celui d'autres pays parce que, dit-elle, « il est obligatoire d'additionner à la dette du gouvernement celle des municipalités et la portion québécoise de la dette fédérale ». On peut la suivre sur ce plan si on souhaite parler, non pas de la seule dette du gouvernement, mais de ce que l'OCDE utilise à des fins de comparaisons internationales, à savoir la dette de l'ensemble des administrations publiques. Mais alors, pour que les données soient comparables, il faut soustraire les engagements envers les régimes de retraite qui ne sont pas comptabilisés dans la plupart des autres pays. Sur le plan de la dette brute, la dette de l'ensemble des administrations publiques du Québec en pourcentage du PIB, à 73% sans les régimes de retraite, se situe sous la moyenne de l'OCDE qui est de 78%. Sur le plan de la dette nette (dette brute diminuée des actifs financiers), à 60%, elle se situe au-dessus de la moyenne de l'OCDE qui est de 46%.

Nathalie Elgrably, qui lance aux syndicats de l'enseignement des accusations de mensonges et de demi-vérités, parle, elle, d'un pourcentage de 90%, en amalgamant dette nette et dette brute et sans dire qu'elle compare des chiffres qui incluent pour le Québec les engagements envers les régimes de retraite, avec ceux de la plupart des pays de l'OCDE qui les excluent.

En réponse à une lecture bâclée

Jean Trudelle, enseignant en physique au cégep Ahuntsic et vice-président de la FNEEQ

Réponse à Monsieur Marc Simard à la lettre d'opinion « Un devoir bâclé » paru dans le journal *La Presse* du mercredi 8 novembre 2006 (annexe II).

Monsieur Simard,

Je voudrais d'abord vous remercier de participer aussi activement à une opération que vous dénoncez par ailleurs. On peut reprocher à votre réaction son manque de subtilité, mais elle a l'avantage de bien montrer où vous logez : si notre jupon dépasse à gauche, le vôtre balaie le plancher à droite! Après avoir invité la communauté collégiale à des débats, je ne voudrais surtout pas vous inciter à vous taire,

bien au contraire. J'aimerais cependant vous convier à donner l'exemple à vos étudiantes et étudiants quant au ton du débat.

Il n'y a pas un seul texte politique court qui puisse résister à une lecture de mauvaise foi. On pourrait à l'envi, dans le manifeste des lucides par exemple, trouver des expressions à pourfendre, ou des jugements dont on pourrait affirmer bien haut qu'ils sont peu ou mal étayés. On

→ → Suite de la page 6

pourrait, comme vous le faites pour les textes de la brochure Parlons politique! résumer le propos des lucides de manière condescendante en disant qu'ils se bornent à « démoniser » la dette, sacraliser l'entreprise privée et réduire l'État à presque rien. S'il s'agit de verser dans la dénonciation du simplisme, on pourrait du même souffle se demander s'il n'est pas un peu court, comme le fait Lucien Bouchard, de déclarer solennellement que les Québécoises et Québécois ne travaillent pas assez!

Mais de telles sorties n'aident en rien les discussions. Pour caricaturer ainsi les textes de la brochure, il a fallu que vous en fassiez, dans le meilleur des cas, une lecture bien diagonale, en évitant soigneusement de relever au passage toutes les précautions qui ont été prises pour ne pas, justement, verser dans le credo idéologique.

Prenons l'exemple de la dette. Le texte indique soigneusement (p.27) « que la comparaison avec la dette des particuliers a ses limites » et plus loin, p.28 « qu'il ne s'agit pas de minimiser l'importance de la dette ». La question est de mesurer l'importance de son poids, et de signaler que tout bien considéré, à un moment où certains besoins sociaux croissent de manière importante, notamment en éducation, il n'y a peut-être pas lieu de crier panique. Plusieurs économistes de renom ont d'ailleurs eu l'occasion de s'exprimer là-dessus et que vous le vouliez ou non, la chose mérite d'être discutée et pas seulement entre experts.

Par ailleurs, de quelle planète tombez-vous pour vouloir occulter ainsi le débat sur le néolibéralisme? Nous sommes en plein cœur de l'Amérique du Nord et ce courant idéologique ne nous concernerait pas? Il n'y a pas un seul pays au monde où les recettes néolibérales n'aient pas généré un accroissement important des inégalités sociales. On peut certes présenter la chose comme un dommage collatéral inévitable de la croissance économique, mais permettez qu'on relève aussi que cette dernière ne sert qu'une fraction de plus en plus mince de la société! On peut au moins en débattre. Y a-t-il d'autres voies, peut-on l'encadrer à l'instar de certains pays scandinaves?

Libre à vous aussi de penser que les abris fiscaux qui permettent de soustraire au fisc des sommes colossales, ne handicapent pas la capacité de l'État à répondre aux besoins sociaux. Vous admettez qu'on peut penser autrement. Certes, il est de bon ton dans certains milieux de railler tout ce qui peut ressembler à la recherche d'une meilleure équité

sociale. Nous ne pouvons vous empêcher de tomber dans ce travers.

Des débats nécessaires

Vous semblez occulter le propos même de l'opération lancée dans les cégeps du Québec. Au cœur de cette entreprise, il y a la volonté de sensibiliser les étudiantes et les étudiants à des questions politiques de base sur lesquelles un débat est non seulement utile, mais aussi nécessaire. Il s'agit d'une répartie au cynisme et à la désaffection politique qu'on leur donne trop souvent à voir.

Toutes les précautions ont été prises pour que la brochure diffusée soit présentée comme un outil et, sur le terrain, c'est mission accomplie. Les étudiantes et les étudiants la lisent, se montrent intéressés et sont probablement à des lieues de croire qu'on cherche à leur imposer un point de vue.

Prenons enfin la question de la loi 142. Libre à vous de penser que cette loi, avec son appareil répressif démesuré, son inversion de la présomption d'innocence et son déni du droit de grève universellement reconnu, était justifiée par une grève que même des éditorialistes, dont on ne saurait voir le jupon dépasser à gauche, ont qualifiée de tranquille. Libre à vous de ne pas voir dans cette loi une tache de taille sur la vie démocratique québécoise.

Mais il se trouve qu'une majorité importante de vos collègues ont encore cette loi en travers de la gorge et considèrent qu'elle doit être dénoncée. Il se trouve que nombre de vos collègues n'ont pas digéré que le gouvernement fasse la sourde oreille aux problèmes de la lourdeur de la tâche, même si la brochure n'aborde pas cette question, à dessein et par souci éthique.

Je soutiens quant à moi que le fait d'avoir réussi à canaliser cette colère et cette frustration légitimes en une opération constructive est tout à l'honneur des syndicats que représentent les trois fédérations qui ont mis en œuvre le projet... auquel, de nouveau, je vous remercie de participer aussi activement.